

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

### 2025-005 – FOURNITURES DE MATERIELS, D'OUTILLAGE POUR L'UNIVERSITE PARIS NANTERRE

Marché public de fournitures à  
procédure formalisée, passé en  
application des articles L.2124-1,  
R.2124-1, L.2124-2, R.2124-2 1° et  
l'article L.2125-1 1° du Code de la  
Commande Publique.

## **Sommaire**

<b>Article 1.</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
1.1	Objet du marché.....	4
1.2	Lieu de livraison des prestations .....	4
1.3	Délais de livraison .....	4
1.3.1	Livraison à l'adresse du bénéficiaire .....	4
1.4	Conditionnement des produits.....	5
1.5	La rupture de stock et produit de substitution .....	5
<b>Article 2.</b>	<b>PROCEDURE ET FORME DU MARCHE.....</b>	<b>6</b>
2.1	Procédure du marché .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2.2	Forme du marché .....	6
2.3	Allotissement .....	6
<b>Article 3.</b>	<b>DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 4.</b>	<b>OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>8</b>
4.1	Obligations générales.....	8
4.2	Confidentialité.....	8
4.3	Transport et emballages.....	9
4.4	Conseil avant-vente, catalogue papier et/ou en ligne .....	9
4.5	Reprise des fournitures, vice de fabrication et défaut de matière .....	9
4.6	Nettoyages, sorties et enlèvements des emballages.....	10
<b>Article 5.</b>	<b>OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRODUITS ET MATERIAUX .....</b>	<b>10</b>
5.1	Destination des fournitures - terminologie .....	10
5.2	Nature et qualité des matériaux et produits .....	10
5.2.1	PRODUITS FAISANT L'OBJET DE NORMES .....	10
5.2.2	PRODUITS AVEC CERTIFICATS DE QUALIFICATION .....	11
5.2.3	PRODUITS INNOVANTS ET SOUS AVIS TECHNIQUE.....	11
5.2.4	AGREMENTS - ESSAIS - ANALYSES .....	11
5.2.5	Provenance et qualité des pièces détachées.....	11
5.2.6	Provenance et qualité des matières consommables.....	11
5.2.7	Matériels d'essai et de contrôle.....	11
5.2.8	Matériels modèles confiés au titulaire pour modèle .....	11
5.2.9	Remplacement de fournitures défectueuses.....	11
5.2.10	Produits de marque souhaités ou équivalents .....	11
5.2.11	Produits de marque libre.....	12
5.2.12	Évolution technologique.....	12

5.3	Equivalence de produits .....	12
5.4	Responsabilité du titulaire .....	12
5.5	Echantillons .....	12
5.6	Protection des produits.....	12
5.7	Rejet des produits.....	13
<b>Article 6.</b>	<b><u>Livraison des fournitures .....</u></b>	<b>13</b>
6.1	Lieu de livraison.....	13
6.2	Organisation des livraisons .....	13
6.3	Bon de livraison .....	13
<b>Article 7.</b>	<b><u>Enjeux économiques et écologiques .....</u></b>	<b>14</b>
7.1	Produits écoresponsables .....	14
7.2	Quantification des gaz à effet de serre générés par les transports.....	15
7.3	Valorisation des déchets .....	16
7.4	Matériaux bio sourcés .....	17
7.5	Limitation du nombre d'expéditions .....	18
<b>Article 8.</b>	<b><u>Suivi de l'exécution des fournitures et réunion .....</u></b>	<b>18</b>
<b>Article 9.</b>	<b><u>Garantie contractuelle .....</u></b>	<b>19</b>

## Article 1. DISPOSITIONS GENERALES

---

### 1.1 Objet du marché.

Le présent marché a pour objet l'approvisionnement de l'Université Paris Nanterre, les sites de Ville d'Avray et Saint-Cloud en fournitures d'outillages, de matériaux de second œuvre, de matériels d'électricité, d'équipements de protection individuelle et de fournitures d'outillages.

Le titulaire s'engage à exécuter l'ensemble des prestations énumérées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) selon les règles de l'art et la réglementation en vigueur.

### 1.2 Lieu de livraison des prestations

Les prestations ont lieu :

#### **Site principal**

Université PARIS NANTERRE  
Bâtiment Charlotte DELBO (anciennement BSL) – Direction du Patrimoine  
200, avenue de la République  
92001 Nanterre Cedex

#### **Site de Ville d'Avray**

50 Rue de Sèvres  
92410 Ville-d'Avray

#### **Site de Saint-Cloud**

11 Avenue Pozzo Di Borgo  
92210 Saint-Cloud

### 1.3 Délais de livraison

#### 1.3.1 Livraison à l'adresse du bénéficiaire

##### 1.3.1.1 Pour les références en stock au moment de la commande

Les délais de livraison, exprimés en jours ouvrés sont les suivants :

- ❖ J+3 maximum ou dans le délai plus rapide selon la réponse du titulaire dans son offre en annexe 2,

Le titulaire met en œuvre les différentes possibilités de livraison, en France telles que proposées dans son offre.

En cas de regroupement des commandes et d'optimisation des tournées de livraison, le titulaire se conforme à l'article 1.2 du CCTP et reprogramme la date de livraison si nécessaire, après accord préalable du bénéficiaire. Cette reprogrammation peut ainsi déroger aux délais standards de livraison indiqués ci-dessus, sous réserve de la validation expresse du/des bénéficiaire(s) concerné(s).

##### 1.3.1.2 Pour les références hors stock au moment de la commande

En cas d'accord du bénéficiaire pour une livraison après leur retour en stock, les délais de livraison définis au ci-dessus sont décomptés à partir du jour où les références sont de nouveau en stock chez le titulaire.

#### **1.4 Conditionnement des produits**

Le conditionnement et l'emballage répondent aux usages de la profession et sont à la charge du titulaire.

Le titulaire doit livrer des produits soigneusement emballés et protégés. Les emballages devront être adaptés à chaque type de produit, aux conditions et modalités de transport.

Si des produits sont reçus endommagés par défaut de protection ou d'emballage, le bénéficiaire effectue une réclamation afin d'en obtenir l'échange. Le titulaire en supporte l'ensemble des frais.

Les dimensionnements (volumes) et le poids des emballages secondaires et tertiaires doivent être optimisés afin de réduire les prélèvements à la source et les surfaces de stockage notamment dans la phase de transport.

A chaque fois que possible, le titulaire réduit également l'utilisation d'emballages primaires, en particulier, il utilise des alternatives aux emballages individuels des produits.

Le titulaire applique la démarche proposée pour réduire les volumes d'emballage et supprimer les emballages problématiques et inutiles (emballages plastiques en particulier) conformément aux modalités décrites dans son offre.

Les emballages doivent être composés de matériaux séparables, constitués de matières issues de ressources renouvelables et/ou de matériaux recyclés et/ou recyclables. En particulier, le carton utilisé pour l'emballage doit contenir au moins 50% de matières recyclées. Le PVC doit être exclu des emballages et le titulaire propose à chaque fois que possible des alternatives aux blisters plastique.

A chaque fois que possible, le titulaire est tenu de proposer des alternatives aux emballages individuels des produits commandés dans le cadre du présent accord-cadre.

L'offre du titulaire décrit la démarche environnementale proposée pour l'utilisation de matières responsables dans les emballages (matière recyclée, éco labellisation, etc.).

Le titulaire fournit à l'acheteur, à fréquence annuelle, un état récapitulatif des emballages utilisés et de leurs caractéristiques, permettant d'attester de la bonne mise en œuvre de ces obligations. Le titulaire fournit également les documents attestant des caractéristiques des emballages (exemple : facture des fournisseurs d'emballage).

#### **1.5 La rupture de stock et produit de substitution**

La rupture de stock demeure exceptionnelle et est dûment justifiée par le titulaire.

Le titulaire met en œuvre les dispositions qu'il prend pour anticiper les ruptures de stock et y remédier telles que définies dans son offre.

En cas de rupture de stock, d'une ou plusieurs références de la commande, le titulaire informe le bénéficiaire des délais de « retour en stock », et sous réserve de l'accord préalable du bénéficiaire, assure la livraison de la commande en plusieurs fois. Le bénéficiaire peut choisir

d'être livré en une seule fois, après le retour en stock chez le titulaire de toutes les références de la commande.

La livraison d'une commande en plusieurs fois n'entraîne pas de frais de livraison ni de frais de gestion supplémentaires.

En cas de rupture de stock, à la demande du bénéficiaire, le titulaire propose, au même tarif, un produit de substitution de caractéristiques et de qualité au moins égales à celles du produit initialement commandé.

En cas d'accord du bénéficiaire pour un produit de substitution, le titulaire précise sur la facture que le produit livré est une substitution de référence pour cause de rupture de stock.

## **Article 2.      FORME DU MARCHÉ**

---

### **2.1    Forme du marché**

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à prix unitaire.

Conformément à l'article R.2162-4 2° du Code de la Commande Publique, la partie à bon de commandes de l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum.

<b>Lots</b>	<b>Montant Maximum</b>
Lot 1: Electricité	<b>1 000 000€</b>
Lot 2: Plomberie	<b>230 000€</b>
Lot 3: Serrurerie, Quincaillerie et Outillage	<b>850 000€</b>
Lot 4: Maçonnerie	<b>90 000€</b>
Lot 5 : Espaces verts- fourniture de végétaux	<b>80 000€</b>
Lot 6 : Equipements de Protection Individuelle	<b>190 000€</b>

### **2.2    Allotissement**

Le présent marché est alloti comme suit :

- Lot 1: Electricité
- Lot 2: Plomberie
- Lot 3: Serrurerie, Quincaillerie et Outillage
- Lot 4: Maçonnerie
- Lot 5 : Espaces verts- fourniture de végétaux
- Lot 6 : Equipements de Protection Individuelle

## **Article 3.      DESCRIPTION DES PRESTATIONS**

---

Les fournitures des pièces détachées correspondent aux éléments indiqués dans les BPU et sont livrées selon les délais fixés par le titulaire dans son offre.

Les matériels et produits présentés par le titulaire devront être :

- de bonne qualité,
- conçu pour un usage régulier voir intensif,

- robuste aux conditions d'utilisations,
- facilement exploitable (ex : Qualité des vis à bois ayant une conception permettant une pénétration rapide dans les supports),
- s'adapter aux équipements déjà présents dans les établissements,
- s'adapter aux contraintes techniques transmises par les établissements,
- conformes aux valeurs fixées par la directive COV 2007/2010. Les produits (colle, peinture, vernis, ....) devront comporter l'étiquetage indiquant leur classification,
- Majoritairement maintenable (ex : outillage électroportatif)
- Caractère « ecoresponsable »

Le présent marché permet à l'Université de commander tous les articles de la gamme de produits des différents fabricants, proposés par le titulaire

- Le lot 1, Electricité comprend toutes les fournitures électriques courantes liées notamment aux circuits d'alimentation électrique, à l'acheminement du courant et à sa distribution, à l'éclairage (consommables et appareils) ainsi que tous les dispositifs concourant à la sécurité du domaine.
- Le lot 2, Plomberie comprend toutes les fournitures de plomberie (matériel courant lié à
  - o l'alimentation en eau, à son acheminement, et à son évacuation) ainsi que les appareils
  - o sanitaires.
- Le lot 3 Serrurerie, Quincaillerie et outillage, comprend les fournitures liées aux dispositifs de sécurité et fermeture des locaux et bâtiment ; ainsi que les fournitures liées à la quincaillerie et /ou différents outillages concernés par les travaux d'entretien des bâtiments.
- Le lot 4, Maçonnerie comprend toutes les fournitures de maçonnerie liées aux matériaux de Construction : gros œuvre et les produits relatifs au travaux d'entretien des Voiries et Réseaux Divers (V.R.D.).
- Le lot 5, Espaces verts – fournitures de Végétaux pour l'embellissement de l'espace extérieurs du campus.
- Le lot 6, Equipements de Protections Individuelles (E.P.I.) : vêtements de travail, chaussures, gants, lunettes de protections, etc.... Destinées au personnel des ateliers.

Les bordereaux de prix unitaires (B.P.U.) **des différents lots comportent les principales fournitures, utilisés par les ateliers de l'Université. Aussi, les candidats sont tenus par l'obligation de fournir dans leur offre un ou des catalogues de leurs produits et fournitures complétant ainsi, les fournitures du B.P.U. de l'acte de l'engagement.** Les produits et fournitures en **dehors** du BPU bénéficieront d'une remise catalogue qui s'applique sur le prix public. Si le produit bénéficie d'une remise supérieure à la remise catalogue du marché, le titulaire appliquera la remise la plus avantageuse à l'Université Paris Nanterre.

Les prix publics des produits et fournitures en **dehors** du BPU pourront être révisés annuellement par le titulaire, lors de l'établissement du devis, la remise catalogue s'appliquera sur le nouveau prix public.

Le titulaire a la faculté, pendant la durée de validité du marché :

- d'apporter des modifications sur ses produits en vue de leur amélioration sans incidence majeure sur le prix.
- d'introduire de nouveaux produits, tant qu'ils s'inscrivent dans le champ du marché, notamment pour remplacer des fournitures à condition que les nouveaux produits présentent une qualité et des caractéristiques techniques équivalentes ou supérieures.

## **Article 4. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

### **4.1 Obligations générales**

Les fournitures devront être conformes aux normes prévues par les textes en vigueur.

Chaque fourniture porte l'estampille ou l'étiquette précisant la norme appliquée.

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à l'utilisation et à un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Sont notamment concernés :

- Les catalogues fabricants des marques proposées par le titulaire ;
- Les documentations de présentations commerciales ;
- Les fiches techniques ;
- Les fiches de dimensionnement et les abaques de calcul ;
- Les avis techniques ;
- Les certificats de qualification ;
- Les bons de garantie ;
- Les fiches de données de sécurité ;
- Les notices de pose des équipements ;
- Les notices de mise en œuvre des matériaux ;
- Les notices utilisateurs, ou notice d'emploi ;
- Les fiches de données de sécurité ;
- Les procès-verbaux de classement ;
- Les certificats de conformité ;
- Les titres de propriété ;
- Les informations des modes de conditionnements des produits en nombre.

Les prestations faisant l'objet de chaque bon de commande devront être exécutées **dans le délai fixé dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement.**

Le non-respect de délai de livraison entraînerait l'application de pénalités prévues au CCAP.

### **4.2 Confidentialité**

L'article 5 du CCAG-FCS est applicable à ce marché.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.



Le titulaire est tenu au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation sans indemnité du marché.

#### **4.3 Transport et emballages**

Les fournitures et les prestations sont livrées à destination franco de port et d'emballage.

Conformément aux dispositions de l'article 19.3 du CCAG-FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Les risques afférents jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 19.2 du CCAG-FCS, la qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

#### **4.4 Conseil avant-vente, catalogue papier et/ou en ligne**

Le titulaire s'engage à conseiller au mieux les utilisateurs sur leurs besoins précis, par un conseil sur site (visite commerciale) ainsi que via un catalogue papier ou un site internet suffisamment précis et complet. **Le candidat indiquera dans son offre le taux de remise qu'il entend consentir sur le prix public de ses articles en dehors du BPU.**

Il devra répondre aux demandes de devis dans les délais indiqués dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement, le non-respect de ce délai pourra amener le pouvoir adjudicateur à appliquer des pénalités et à se servir en dehors du marché. Le délai maximum de remise de devis ne pourra excéder 48 heures.

Il s'engage, par conséquent, à fournir des catalogues papiers et/ou l'accès à un catalogue en ligne référençant de manière quasi exhaustive les articles susceptibles d'être fournis par ses soins en complément aux articles définis dans le bordereau de prix ou validés par l'Université.

**Le titulaire explicite sa proposition sur ces points dans son offre.**

#### **4.5 Reprise des fournitures, vice de fabrication et défaut de matière**

Dans le cas de non-conformité des fournitures, tout constat d'un vice apparent fera l'objet d'un signalement écrit auprès du titulaire par lettre recommandée avec accusé réception. Le constat avéré d'un défaut du produit donnera lieu à l'échange du produit ou de la pièce défectueuse dans un délai de 7 jours calendaires.

Le titulaire s'engage à garantir les fournitures contre tout vice de fabrication et défauts de matière.

Par ailleurs, il fera en sorte que les commandes soient livrées en une seule fois, afin d'éviter les reliquats.

#### 4.6 Nettoyages, sorties et enlèvements des emballages

Le titulaire devra immédiatement après exécution de ses livraisons procéder aux éventuelles nettoyages et enlèvements des emballages immédiatement disponibles après déchargement. Le titulaire a l'obligation d'évacuer les emballages superflus, y compris le cas échéant lors d'une livraison ultérieure dans ces mêmes locaux.

### Article 5. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRODUITS ET MATERIAUX

#### 5.1 Destination des fournitures - terminologie

Les fournitures, matériaux, produits et outillages objet du marché sont destinés :

1. aux interventions définies dans la norme NF EN 13306 - Maintenance - Terminologie de la maintenance : maintenance préventive systémique, maintenance préventive conditionnelle, maintenance corrective, diagnostic technique),
2. aux travaux : travaux d'amélioration, travaux de modification, travaux de reconstruction, travaux de remplacement, travaux de rénovation.

Pour les pièces de maintenance, les fournitures seront désignées conformément à la norme NF X60012 « Maintenance - Termes et définitions des éléments constitutifs des biens et de leurs approvisionnements » à savoir :

NOM	DESIGNATION
Pièce détachée	Pièce de rechange ou pièce de structure appartenant à la nomenclature du bien considéré
Pièce de rechange	Article destiné à remplacer une pièce défectueuse ou dégradée sur un bien
Pièce de fonctionnement	Pièce faisant partie d'un bien, qui est appelée à subir dans le temps des dégradations prévisibles nécessitant une ou plusieurs mises en état ou remplacements pendant la durée d'exploitation de ce bien
Pièce d'usure	Pièce conçue pour recevoir seule ou en priorité l'usure et dont le remplacement est préconisé par le constructeur pour un nombre d'unités d'usage déterminé
Consommables	Article de faible coût et de consommation fréquente
Pièce de structure	Pièce qui assure les fonctions de support et/ou de confinement
Installation	Ensemble d'équipements associés, destiné à remplir une, voire plusieurs fonctions

#### 5.2 Nature et qualité des matériaux et produits

Les produits proposés devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions du présent document, être toujours neufs et de première qualité en l'espèce indiquée. Les matériaux ne devront en aucun cas présenter de défauts susceptibles d'altérer l'aspect fini des ouvrages.

##### 5.2.1 PRODUITS FAISANT L'OBJET DE NORMES

Les matériaux et produits faisant l'objet de normes NF ou EN devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

### **5.2.2 PRODUITS AVEC CERTIFICATS DE QUALIFICATION**

Pour les produits faisant l'objet d'une certification par un organisme certificateur, le titulaire devra proposer des produits titulaires d'un certificat de qualification. Ces produits, matériaux et équipements sont dits " certifiés ".

Les produits certifiés comportent un marquage clairement visible avec le sigle correspondant NF - CTB - ATG - QUALIF - CEKAL - ACERFEU - etc., ainsi que le sigle CE. Ces signalétiques de qualité apposées sur les produits sont exigées.

### **5.2.3 PRODUITS INNOVANTS ET SOUS AVIS TECHNIQUE**

Les matériaux et produits dits « non traditionnels » ou « innovants » ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN, devront selon le cas faire l'objet d'un Avis Technique ou d'un agrément technique européen, être admis à la marque NF, ou être Titulaires d'une Certification ou d'un Label. Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, le titulaire devra proposer des marques et types titulaire d'un Avis Technique.

### **5.2.4 AGREMENTS - ESSAIS - ANALYSES**

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB, Le titulaire ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique, et il devra toujours être en mesure d'en apporter la preuve.

Le titulaire sera également tenu de produire, à toute demande, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux achetés, dûment établis par des organismes qualifiés.

### **5.2.5 Provenance et qualité des pièces détachées**

Les caractéristiques techniques des pièces détachées et pièces de rechange sont celles préconisées par les constructeurs.

### **5.2.6 Provenance et qualité des matières consommables**

Les matières consommables sont de même provenance que celles préconisées par les constructeurs. Le Titulaire devra assurer la fourniture des divers produits consommables et petites fournitures mécaniques associés aux produits qu'il propose (huiles, voyants, ampoules, fusibles, connectiques, etc.).

### **5.2.7 Matériels d'essai et de contrôle**

Le titulaire devra être en mesure de fournir les matériels et outillages spécifiques liés aux produits qu'il propose et permettant de réaliser les essais et mesures à pratiquer sur ces équipements.

### **5.2.8 Matériels modèles confiés au titulaire pour modèle**

Le Titulaire est responsable de la conservation de tout matériel qui lui est confié pour modèle, dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est entré effectivement en sa possession.

### **5.2.9 Remplacement de fournitures défectueuses**

Les fournitures jugées défectueuses dont l'admission n'est pas prononcée sont entreposées par l'Université dans ses locaux pendant une durée maximale de trente (30) jours pour pouvoir être contrôlées par le Titulaire et reprise par lui pour échange.

Passé ce délai, les fournitures sont détruites au frais du Titulaire ou réputées acquises, selon la décision de l'Université.

### **5.2.10 Produits de marque souhaités ou équivalents**

La politique de maintenance raisonnée impose des choix de produits qui respectent la cohérence des matériaux, produits et composants installés précédemment sur le patrimoine de l'université, visant la compatibilité et l'homogénéité des équipements, la limitation des

stocks, l'efficacité des procédures d'exploitation-maintenance, les formations et qualifications des personnels intervenants de maintenance, les outillages spécifiques acquis par l'Université.

Certaines marques de grande diffusion ou leurs équivalents sont donc imposées au titulaire, elles sont mentionnées aux spécifications techniques particulières à chacun des lots.

Le titulaire a l'obligation formelle de fournir les produits de ces marques ou leurs équivalents. A défaut il encourt la résiliation de son marché sans indemnité d'aucune sorte.

#### **5.2.11 Produits de marque libre**

Pour les produits dont les marques ne sont pas strictement imposées par l'Université comme mentionné ci-dessus, les besoins ne peuvent être définis d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque. Les marques et modèles indiqués avec la mention " ou équivalent ", ne sont donc donnés qu'à titre de référence de performances et à titre purement indicatif.

Toutefois, le titulaire dispose de toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualités, performances, dimensions, formes, aspects, coloris, etc.

#### **5.2.12 Évolution technologique**

Au regard de l'évolution technologique des fabrications du commerce, le titulaire a l'initiative pendant la durée de validité du marché :

- D'apporter au catalogue des modifications sur les produits et matériaux objets du marché en vue de leur amélioration,
- De substituer au catalogue en vigueur de nouveaux produits ou matériaux des marques libres à la condition qu'ils aient des performances au moins équivalentes aux précédents.

### **5.3 Equivalence de produits**

Les propositions du titulaire pour les marques libres pourront être discutées sur la base d'un dossier justificatif élaboré par lui apportant les preuves d'équivalence et d'aptitude à l'emploi des produits qu'il propose.

Ce dossier d'équivalence sera soumis à l'approbation de l'Université sous 4 jours à compter de la demande de prix, sous peine d'application des pénalités de retard prévues au CCAP.

### **5.4 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire étant responsable de la fourniture des produits, il conserve le droit de refuser d'en effectuer la fourniture s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité. Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

### **5.5 Echantillons**

Le titulaire est tenu de fournir, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés, sous peine d'application des pénalités de retard prévues au CCAP.

### **5.6 Protection des produits**

Le titulaire devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas, les conditionnements et emballages adaptés à la conservation sans dommages des produits et matériaux. Ces prescriptions s'entendent tant pour les opérations de conditionnement, de livraisons que pour les déchargements.

Les protections seront fonction de la nature et de l'importance des produits.

Toutes ces protections devront être efficaces et maintenues pendant toute la durée nécessaire.

### **5.7 Rejet des produits**

Il est formellement précisé qu'il sera exigé du titulaire la fourniture de produits conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ces qualités.

Les reprises des produits reconnus défectueux et leurs remplacements jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge du titulaire.

Il en sera de même pour tous matériaux destinés à rester visibles qui présenteraient des défauts d'aspects et tous produits endommagés lors des opérations de déchargement opérés par les préposés du titulaire.

## **Article 6. Livraison des fournitures**

---

### **6.1 Lieu de livraison**

Les livraisons sont essentiellement expédiées, transportées et livrées par le titulaire, à ses frais, à l'adresse suivante :

**Université PARIS NANTERRE**  
**Bâtiment Charlotte DELBO (anciennement BSL) – Direction du Patrimoine**  
**200, avenue de la République**  
**92001 Nanterre Cedex**

Les bons de commandes émis par un des autres services que la Direction du Patrimoine devra préciser les lieux de livraisons : IUT de Ville d'Avray, Service Commun de Documentation...etc.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

Le non-respect de l'adresse de livraison entraîne un refus de réception des fournitures qui seront tenues à disposition du titulaire, les coûts de transport étant à sa charge.

### **6.2 Organisation des livraisons**

Les livraisons s'effectueront de 8h à 12h et de 13h30 à 16h30 les jours ouvrables.

Les fournitures doivent être livrées au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire s'engage à respecter les délais indiqués sur l'annexe 2 à l'Acte d'Engagement. En cas d'urgence, le délai pourra être réduit.

### **6.3 Bon de livraison**

Le titulaire indique dans le bon de livraison :

- La référence au présent marché,
- Le numéro du lot,
- La référence et le numéro du bon de commande,
- La ou les désignations de(s)produit(s),

- Les quantités pour chacun des produits commandés
- Le(s) reliquat(s) éventuels.

L'attributaire du présent marché sera toujours responsable tant envers le pouvoir adjudicateur qu'envers les tiers, des dommages de toute nature (détériorations, vols, etc..) qui pourraient survenir du fait de son personnel, au cours de l'exécution du présent contrat.

## **Article 7. Enjeux économiques et écologiques**

---

### **7.1 Produits écoresponsables**

L'acheteur souhaite disposer de produits écoresponsables. Le titulaire référence ces produits conformément aux modalités décrites à l'article 5.2.3 du CCTP.

Sont entendus comme écoresponsables les produits suivants :

- En premier lieu les produits désignés comme « écolabellisés » (produits écolabellisés ou équivalents),
- En second lieu les produits présentant une ou plusieurs caractéristiques écoresponsables.

Le titulaire peut au choix proposer des produits répondant au 1) ou au 2) ou à la combinaison du 1) et du 2).

Les préconisations et recommandations environnementales mises à la charge du Titulaire s'inscrivent dans le ou les objectifs suivants :

- Réduction des prélèvements des ressources ; Composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;
- Actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ; Economies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- Prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- Pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- Réduction des impacts sur la biodiversité ;
- Sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Le titulaire prendra également toutes les dispositions nécessaires pour limiter les nuisances à l'environnement.

L'acheteur souhaite disposer de l'information la plus transparente possible en matière de qualité environnementale des produits référencés.

Cette information concerne :

- Le caractère écoresponsable des produits tel que défini à l'article 3 du CCTP, les caractéristiques suivantes des produits à chaque fois que possible :
  - L'incorporation de matière recyclée, et le taux associé,
  - L'emploi de ressources renouvelables,
  - La durée de vie (au-delà de la période de garantie),

- La réparabilité,
- Le caractère reconditionné (tout ou partie),
- Les possibilités de réemploi,
- La recyclabilité,
- La présence de substances dangereuses, de métaux précieux ou de terres rares, pour les produits concernés :
  - La consommation d'énergie (exprimée via la puissance électrique, le niveau de consommation énergétique, ou l'étiquette énergie),
  - Les dispositifs d'économie d'énergie associés au produit,
  - Le caractère séparable des batteries,
  - La disponibilité des pièces détachées (durée et prix si possible),
  - Les émissions polluantes générées (notamment étiquetage d'émissions dans l'air intérieur pour les peintures, consommables de type colles, vernis et autres produits concernés<sup>2</sup>)

Cette information doit permettre aux bénéficiaires d'identifier clairement les produits concernés. Elle est communiquée par voie de marquage, d'étiquetage, d'affichage ou par tout autre documentation appropriée (fiche technique du produit, FDES, etc.) et doit être reportée sur l'interface de commande à chaque fois que possible (voir article 4.1 du CCTP).

A minima, ce bilan concerne les principaux produits achetés (top 10 des références).

En complément de ce bilan annuel, le titulaire adresse toute autre information attestant de la qualité environnementale des produits référencés.

Le titulaire se conforme par ailleurs à toute nouvelle obligation liée à l'évolution de la réglementation en matière d'affichage environnemental (notamment dans le cadre de la loi AGE3 et des décrets d'application à venir).

Le titulaire respecte le taux indiqué dans son offre (BPU constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement) pendant la durée de l'accord-cadre. En cas de substitutions de références au BPU de produits écoresponsables, le titulaire est tenu de les remplacer par d'autres produits écoresponsables. Il en informe l'acheteur selon les dispositions de l'article du 10.2 CCAP.

Le titulaire propose par ailleurs, tout au long de l'exécution du marché, dans le cadre du suivi d'exécution prévu à l'article 10.2 du CCAP, toute évolution de produits présentant des caractéristiques environnementales plus performantes.

## **7.2 Quantification des gaz à effet de serre générés par les transports**

La flotte de livraison utilisée dans le cadre du présent accord-cadre correspond aux catégories de véhicules Euro V ou Euro VI. Le titulaire fournit tout document permettant d'attester de ces caractéristiques, à la demande de l'acheteur ou du bénéficiaire, dans le cadre du suivi d'exécution de l'accord-cadre.

A chaque fois que cela est possible, et selon les étapes de transport considérées, le titulaire est encouragé à utiliser des modes de livraison alternatifs au transport routier et moins émissifs (fluvial, ferroviaire...).

En application de l'article L.1431-3 du code des transports s'appliquant à toute personne qui commercialise ou organise une prestation de transport de marchandises, l'université pourra demander au titulaire, annuellement, une estimation des émissions des gaz à effet de serre (GES) générées par les transports mobilisés dans le cadre du présent accord-cadre. En cas



de sous-traitance de la prestation de transport, ces informations peuvent être obtenues auprès des transporteurs, charge pour le titulaire de les récupérer et de les transmettre à l'acheteur.

La méthode de calcul à utiliser est exposée aux articles D.1431-1 à D.1431-23 du code des transports et reprise dans le guide méthodologique du ministère de la transition écologique (pages 20 et 21).

Cette estimation est exprimée en tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (TEq CO<sub>2</sub>) et concerne les transports réalisés ou organisés par le titulaire dans le cadre du présent accord-cadre. Elle s'applique a minima aux trajets qui ont leurs points de départ et d'arrivée sur le territoire français. Dans une démarche de progrès, le titulaire est toutefois invité à communiquer l'information relative aux émissions de GES générés par les transports internationaux mobilisés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire fait figurer les informations suivantes sur les bilans annuels fournis à l'acheteur :

- Principales étapes de transport et lieux géographiques concernés,
- Modes de transport utilisés à chaque étape,
- Points de départ et d'arrivée considérés pour le calcul des distances (voir pages 25 et 26 du Guide méthodologique pour précisions),
- Indication sur le périmètre considéré pour le calcul de la masse des marchandises dans le cas d'un transport mutualisé avec d'autres clients : préciser si utilisation de la masse spécifique des produits objet de l'accord-cadre ou de la masse totale des marchandises transportées tous clients confondus,
- Niveau de précision des valeurs utilisées pour le calcul des estimations d'émissions de GES (se reporter au chapitre "2.3.4. Calcul de l'information GES et niveaux de données", pages 22 à 25 du guide méthodologique). Les valeurs de niveaux 2 et supérieurs sont à privilégier autant que possible,
- Mesures mises en œuvre dans la chaîne logistique pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (par exemple : évolution des modes de transport utilisés dont transports alternatifs au mode routier, organisation logistique, optimisation des livraisons, etc.).

Le titulaire est invité à consulter le guide méthodologique du ministère de la transition écologique afin de mettre en œuvre le calcul des estimations

[https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Info%20GES\\_Guide%20m%C3%A9thodo.pdf](https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Info%20GES_Guide%20m%C3%A9thodo.pdf)

### **7.3 Valorisation des déchets**

Dans le cadre du présent marché, le titulaire peut proposer une organisation permettant de valoriser les déchets (réemploi, réparation, ...). Avant toute action, il en informe le gestionnaire du marché afin de valider le processus.

Il serait également apprécié que dans un cadre écologique, le titulaire puisse justifier de dépôts ou d'agences proches de l'UPN dans lesquelles il devra intervenir. Il lui faudra aussi, dans son mémoire technique, clairement identifier les normes et labels relatifs à ces fournitures.

Le titulaire doit fournir un service de collecte séparée et de recyclage de l'ensemble du produit ou des composants nécessitant un traitement sélectif conformément à l'annexe VII de la directive DEEE 2012/19/UE, relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques. Les composants des déchets d'équipements électriques et électroniques suivants feront l'objet d'un traitement sélectif par le soumissionnaire ou des éco-organismes agréés :



- Les composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage,
- Les piles et les accumulateurs,
- Les cartes de circuits imprimés des téléphones mobiles, d'une manière générale, et d'autres dispositifs si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 cm<sup>2</sup>,
- Les matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés,
- Les chlorofluorocarbones (CFC), hydro chlorofluorocarbones (HCFC) ou hydrofluorocarbures (HFC), hydrocarbures (HC),
- Les câbles électriques extérieurs,
- Les condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur > 25 mm, diamètre > 25 mm ou volume proportionnellement similaire),
- Les composants contenant des fibres céramiques réfractaire,
- Condensateurs électrolytiques contenant des substances préoccupantes,
- Les écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier, le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 cm<sup>2</sup> et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge,
- Les équipements contenant des gaz appauvrissant la couche d'ozone ou présentant un potentiel de réchauffement de la planète (PRP) supérieur à 15, présents par exemple dans les mousses et les circuits de réfrigération: ces gaz doivent être extraits et traités selon une méthode adaptée.

Limitation des émissions de polluants volatils et étiquetage A+

Le produit est étiqueté A+ au sens de l'arrêté du 19 avril 2011 sur les émissions de polluants volatils

#### **7.4 Matériaux bio sourcés**

Les matériaux biosourcés devront garantir la composition du matériau et le pourcentage contenu en biosourcé, par tout moyen tel que le label « Produit Biosourcé » ou équivalent.

Le titulaire du marché devra privilégier les produits de construction labellisé :

- « EMICODE EC1 PLUS » ou tout autre label équivalent,
- « ANGE BLEU » ou tout autre label équivalent,
- « INDOOR AIR CONFORT » ou tout autre label équivalent,
- « NATURE PLUS » ou tout autre label équivalent,
- « ECOLABEL EUROPEEN » ou tout autre label équivalent,
- « GUT » ou tout autre label équivalent,
- « CTB-AIR+ » ou tout autre label équivalent.
- FSC / PEFC (pour les produits en bois ou à base de bois)
- Ecocert
- Autre certification environnementale de type 1 (norme ISO 14024 : 1999. Marquage et déclarations environnementaux – Étiquetage environnemental de Type I. Principes et méthodes).

Durant l'exécution du marché, les équipements fournis doivent être accompagnés des moyens de preuve relatifs à leur capacité de mise à jour, leur capacité de recyclage, leur efficacité énergétique, leurs composants et leurs émissions. Ces éléments sont fournis sur simple demande de l'UPN durant l'exécution du marché.

Pour les équipements bénéficiant d'un label environnemental, les performances environnementales sont réputées couvertes par le label. Les titulaires sont tenus alors de

fournir, sur simple demande de l'acheteur pendant la durée du marché les certifications associées à ces labels.

Ces moyens de preuve doivent être transparents (délivrés par une autorité indépendante), fiables (mention explicite de l'équipement bénéficiant du label) et non échus (certification en cours de validité).

### **7.5 Limitation du nombre d'expéditions**

Le titulaire veille à limiter le nombre d'envois de colis pour une seule et même commande, le but étant notamment de limiter l'impact écologique des livraisons, sauf demande express des bénéficiaires.

À cette fin, le titulaire

- Analyse systématiquement la possibilité de regrouper la livraison des commandes d'un même bénéficiaire ou de plusieurs bénéficiaires situés dans un même périmètre géographique,
- Reprogramme la date de livraison si nécessaire, après accord préalable du bénéficiaire. Cette reprogrammation peut ainsi déroger aux délais de livraison inscrits à l'AC, sous réserve de la validation expresse du/des bénéficiaire(s) concerné(s).

Le titulaire applique les modalités logistiques pour mettre en œuvre l'optimisation des tournées de livraison telles que définies dans son offre (annexe « mémoire performance environnementale »).

## **Article 8. Suivi de l'exécution des fournitures et réunion**

Le titulaire du marché définit un référent qui est le point d'entrée pour l'UPN et qui assure l'animation avec le gestionnaire de marché de l'UPN. En cas de changement de personne pendant la durée du marché, le titulaire avertit le gestionnaire et nomme dans un délai de moins d'un mois un nouveau référent. Sur la première année du marché, le titulaire et le gestionnaire de contrat réalisent les points suivants selon les périodicités suivantes :

Point	Intitulé des points	Temporalité
N°1	Mise en route du marché	1 à 2 semaines après la notification du marché
N°2	Montée en charge	6 mois après le début du marché
N°3	Etat des lieux et bilan annuel	12 mois après le début du marché
N°4	Suivi du marché	Tous les ans jusqu'à la fin du marché

Pour le suivi du marché annuel, le titulaire transmet les éléments suivants :

- Nombre de commande et chiffre d'affaire réalisé
  - Désignation de la fourniture
  - Prix Unitaire HT
  - Nombre de fournitures consommées sur la durée
- Le montant total commandé durant l'ensemble du marché

- Nombre de commande souffrant de non-conformité avec détail (délai, raison de la rupture, ...)
- Délai moyen de livraison
- Top 50 des fournitures commandées sur l'UPN

Lors du suivi annuel, le titulaire transmet l'ensemble des informations qui lui semble pertinente dans l'amélioration continue du marché (nouveau type produit, produit de substitution, ...).

- Le bilan des articles éco responsable commandés par l'UPN
- Evolution de prix des articles par domaines fonctionnels en dehors du BPU

## **Article 9. Garantie contractuelle**

---

Les fournitures font l'objet d'une garantie minimale d'un an.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'Université.

La garantie couvre également l'ensemble des frais consécutifs, notamment de déplacement du personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de fourniture nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la fourniture ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Si le défaut constaté par l'Université, provient d'une erreur de conception des matériels, le Titulaire s'engage à remplacer, ou à modifier gratuitement, dans les autres équipements de même type en service, fournis ou mis en service par lui au sein de l'Université, les fournitures et/ou logiciels défectueux, même si ceux-ci n'ont encore donné lieu à aucun incident.

Pendant la garantie, le titulaire s'engage à remplacer la fourniture défaillante dans le délai moyen de livraison, auquel il s'est engagé dans l'annexe des délais de l'acte d'engagement. Toutefois passé le délai de deux semaines, l'Université se réserve le droit de commander la fourniture manquante auprès d'un autre fournisseur et le montant de cette fourniture payée sera déduit de la prochaine facture.